

1° de personeelskosten;

2° de werkingskosten.

De Regering stelt de modaliteiten, bedragen, de berekeningswijze van de eventuele indexering en de toekennings- en rechtvaardigingsvoorwaarden voor de subsidie vast.

De in artikel 149/3 bedoelde instelling kan andere toelagen ontvangen die uitzonderlijke of aanvullende activiteiten dekken om de in dit decreet bevatte acties doeltreffender te maken, om aan overkoepelende acties i.v.m. de interactie tussen de verschillende beleidsniveaus te werken, om andere acties te concretiseren die hij ontwikkelt om het doel van de verbetering van het onthaal van de woonwageneigenaren in Wallonië en van de verarmingbestrijding te bereiken. De instelling kan een bijdrage van haar leden ontvangen.

Art. 149/12. De Regering of haar afgevaardigde wijst de diensten belast met de administratieve, kwalitatieve en financiële controle van de instelling aan.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 4. Dit decreet treedt in werking op de datum van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 april 2014

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C DI ANTONIO

Nota

(1) Zitting 2013-2014.

Stukken van het Waals Parlement, 1042 (2013-2014) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 25 april 2014.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203388]

24 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment l'article 3, alinéa 4, l'article 21, alinéa 3, et l'article 87, alinéa 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis n° 53.778/2 du Conseil d'Etat, donné le 12 août 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la raréfaction des ressources fossiles (pétrole, gaz, charbon...), la recherche d'une moindre dépendance énergétique et la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre, impliquent le recours accru à des sources d'énergies renouvelables;

Considérant que la biométhanisation constitue également une source de diversification pour le secteur agricole;

Considérant que la biométhanisation se développe également dans le secteur de l'industrie agro-alimentaire;

Considérant que la Directive européenne 2009/28/CE pour la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables fixe les objectifs nationaux en ce qui concerne la part d'énergie produite à partir de sources d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale brute; la Belgique doit atteindre 13 % pour la part d'énergie produite à partir de sources d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale brute en 2020; que par ailleurs, dans sa Déclaration de Politique régionale, le Gouvernement wallon s'est engagé à tendre vers 20 % à l'horizon 2020;

Considérant qu'actuellement seules sont reprises à l'annexe I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, les installations de biométhanisation recevant des déchets non dangereux, dangereux ou des sous-produits animaux; que les rubriques prévoient ce qui suit :

« 90.23.15.01: Installation de biométhanisation traitant des sous-produits animaux au sens de l'article 2 du Règlement (CE) n° 1774/2002 (...), lorsque la capacité de traitement est inférieure ou égale à 100 t/jour - classe 2, supérieure à 100 t/jour - Classe 1

90.23.15.02: Installation de biométhanisation traitant des déchets autres que des sous-produits animaux, notamment des déchets d'origine végétale et des boues d'épuration ..., lorsque la capacité de traitement est inférieure ou égale à 500 t/jour - classe 2, supérieure à 500 t/jour - Classe 1 »;

Considérant qu'une installation de biométhanisation traitant plus de 500 tonnes/jour de cultures énergétiques produites à cet effet, comme par exemple du maïs, n'est pas classée et n'est donc pas soumise à permis d'environnement alors qu'elle relèverait de la classe 1 et serait soumise à étude d'incidences si l'installation était alimentée par 500 tonnes/jour de résidus de culture de maïs considéré comme déchet;

Considérant que les impacts sur l'environnement des installations de biométhanisation traitant plus de 500 tonnes par jour de déchets ou de non déchets, en termes de charroi, de bruit, de poussières, de quantités de digestat produit, de nuisances liées au stockage des matières entrantes et du digestat, à la gestion du biogaz, au traitement éventuel du digestat, etc., restent similaires quel que soit le statut (déchet ou non déchet) des biomatières destinées à la biométhanisation;

Considérant qu'il convient donc d'encadrer de manière adéquate toutes les installations de biométhanisation que celles-ci soient alimentées ou non par des déchets;

Considérant qu'il est donc proposé, pour viser les projets de biométhanisation ne traitant pas de déchets comme par exemple le produit de cultures énergétiques, d'insérer dans l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, la rubrique suivante :

« 40.4: Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'eau chaude à partir de biomatière ne constituant pas un déchet;

40.40. Production d'électricité, de gaz, de vapeur et d'eau chaude à partir de biomatière ne constituant pas un déchet »;

Considérant, par ailleurs qu'actuellement, lorsque l'unité de biométhanisation est destinée à recevoir des sous-produits animaux ou des déchets, le projet est visé par les rubriques suivantes :

« 90.23.15.01: installation de biométhanisation traitant des sous-produits animaux au sens de l'article 2 du Règlement (CE) n° 1774/2002 (...), lorsque la capacité de traitement est inférieure ou égale à 100 t/jour - classe 2, supérieure à 100 t/jour - Classe 1

90.23.15.02: installation de biométhanisation traitant des déchets autres que des sous-produits animaux, notamment des déchets d'origine végétale et des boues d'épuration lorsque la capacité de traitement est inférieure ou égale à 500 t/jour - classe 2, supérieure à 500 t/jour - Classe 1 »;

Considérant qu'il est constaté que les installations de biométhanisation sont classées différemment selon qu'elles reçoivent des déchets non dangereux ou des sous-produits animaux tels que visés par le Règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine, qui abroge le Règlement (CE) n° 1774/2002; que ce Règlement (CE) n° 1069/2009 établit les règles sanitaires et de police sanitaire applicables :

- à la collecte, au transport, à l'entreposage, à la manipulation, à la transformation et à l'utilisation ou l'élimination des sous-produits animaux;

- à la mise sur le marché et, dans certains cas spécifiques, à l'exportation et au transit de sous-produits animaux et de leurs produits dérivés;

Considérant, d'une part, que le but fondamental des législations sanitaires est de prévenir les risques que certains produits biologiques peuvent présenter pour la santé publique et la santé animale; que, d'autre part, le but fondamental de la législation environnementale vise à assurer, dans une optique d'approche intégrée de prévention et de réduction de la pollution, la protection de l'homme ou de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients qu'un établissement est susceptible de causer, directement ou indirectement, pendant ou après l'exploitation; que, par conséquent, les buts fondamentaux de ces instruments législatifs respectifs doivent être considérés comme complémentaires, et non comme se substituant l'un à l'autre;

Considérant, dès lors, eu égard aux considérations environnementales, qu'il n'y a pas lieu de faire une distinction lorsque les déchets destinés à la biométhanisation sont ou contiennent des sous-produits animaux visés par le Règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la Directive 97/78/CE du Conseil en ce qui concerne certains échantillons et articles exemptés des contrôles vétérinaires effectués aux frontières en vertu de cette directive;

Considérant qu'il est dès lors proposé de viser dans la même rubrique les installations de biométhanisation traitant des sous-produits animaux au sens de l'article 3 du Règlement (CE) n° 1069/2009 précité et celles recevant les déchets autres que des sous-produits animaux ainsi que de maintenir le seuil supérieur de la classe 2 à une capacité de traitement de 500 tonnes/jour;

Considérant que cette proposition n'entraîne pas une diminution de la protection de l'environnement; que conformément aux termes du Règlement (CE) n° 1069/2009, l'exploitant d'une unité de « production de biogaz » traitant des sous-produits animaux doit obtenir un agrément;

Considérant qu'un tel agrément ne saurait être délivré que si l'installation dispose d'un permis en bonne et due forme, si elle est opérationnelle (fonctionnement en régime), et si elle satisfait aux conditions énoncées par le Règlement (UE) 142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du Règlement CE 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la Directive 97/78/CE du Conseil en ce qui concerne certains échantillons et articles exemptés des contrôles vétérinaires effectués aux frontières;

Considérant que ces conditions d'obtention de l'agrément concernent la nature et l'équipement des usines; qu'en outre, ces usines mettent en œuvre des méthodes de surveillance et de contrôle des points critiques; que l'agrément est immédiatement retiré en cas de non-respect des conditions de son obtention;

Considérant, par ailleurs, que la biométhanisation permet de diminuer fortement la teneur en acides gras volatils, principaux responsables des odeurs désagréables des matières organiques;

Considérant qu'il est proposé de maintenir le seuil exprimé sur base d'une capacité de traitement en tonne par jour, comme c'est le cas actuellement pour la rubrique 90.23.15. et d'établir un seuil supérieur de classe 2 pour la nouvelle rubrique d'un niveau équivalent à celui retenu pour les installations des biométhanisation traitant des déchets, soit 500 t/jour;

Considérant que les installations de biométhanisation doivent être soumises à étude d'incidences lorsque leurs dimensions est telles que la capacité de traitement et les capacités de stockage nécessaires tant pour les matières entrantes que pour les matières sortantes, sont de nature à avoir un impact notable notamment sur le paysage, la qualité de vie des citoyens, le charroi et l'environnement;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, il est inséré une rubrique 40.4. rédigée comme suit :

Numéro à Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
40.4 PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'EAU CHAUDE A PARTIR DE BIOMATIÈRES NE CONSTITUANT PAS UN DECHET						
40.40. Production d'électricité, de gaz, de vapeur et d'eau chaude à partir de biomatières ne constituant pas un déchet						
40.40.10. Installation de biométhanisation visant à produire de l'électricité, du gaz, de la vapeur et de l'eau chaude à partir de biomatières ne constituant pas un déchet Biomatière : tout objet ou substance décomposable par voie aérobie ou anaérobie. Biométhanisation : processus de transformation biologique anaérobie de biomatières, dans des conditions contrôlées, qui conduit à la production de biogaz et de digestat. Installation de biométhanisation : unité technique destinée au traitement de biomatières par biométhanisation pouvant comporter notamment : a) des aires de stationnement pour les véhicules en attente d'être dépotés ou déchargés; b) des aires de réception des biomatières entrantes; c) des infrastructures de stockage des biomatières entrantes; d) l'installation destinée à la préparation du mélange de biomatières avec le cas échéant des additifs qui sera injecté dans les digesteurs; e) des systèmes d'alimentation des digesteurs en biomatières; f) des digesteurs; g) des post-digesteurs; h) des infrastructures de stockage du digestat; i) des infrastructures de post-traitement du digestat; j) des infrastructures de stockage de biogaz; k) des systèmes d'épuration du biogaz pour son utilisation comme combustible au sein de l'établissement; l) des torchères ou tout autre offrant système des garanties équivalentes quant à la destruction du biogaz; m) des infrastructures de stockage des biomatières refusées; n) des installations de valorisation du biogaz produit au sein de l'installation de biométhanisation ayant pour objet de satisfaire aux besoins internes de l'établissement. Capacité de traitement : la capacité, en tonnes, de traitement de biomatières dans le ou les digesteurs de l'installation de biométhanisation.						
40.40.10.01. lorsque la capacité de traitement est inférieure ou égale à 15 tonnes par jour	3					
40.40.10.02. lorsque la capacité de traitement est supérieure à 15 tonnes et inférieure ou égale à 500 tonnes par jour	2		DEBD, DPD, DPS, DRIGM, AWAC			
40.40.10.03. lorsque la capacité de traitement est supérieure à 500 tonnes par jour	1	X	DEBD, DPD, DPS, DRIGM, AWAC			

Art. 2. La rubrique 90.23.15. de l'annexe I^o du même arrêté est remplacée par ce qui suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
90.23.15. Installation de biométhanisation de biomatières constituant un déchet Biomatière : tout objet ou substance décomposable par voie aérobie ou anaérobie. Biométhanisation : processus de transformation biologique anaérobie de biomatières, dans des conditions contrôlées, qui conduit à la production de biogaz et de digestat. Installation de biométhanisation : unité technique destinée au traitement de biomatières par biométhanisation pouvant comporter notamment : a) des aires de stationnement pour les véhicules en attente d'être dépotés ou déchargés; b) des aires de réception des biomatières entrantes; c) des infrastructures de stockage des biomatières entrantes; d) l'installation destinée à la préparation du mélange de biomatières avec le cas échéant des additifs qui sera injecté dans les digesteurs; e) des systèmes d'alimentation des digesteurs en biomatières; f) des digesteurs; g) des post-digesteurs; h) des infrastructures de stockage du digestat; i) des infrastructures de post-traitement du digestat; j) des infrastructures de stockage de biogaz; k) des systèmes d'épuration du biogaz pour son utilisation comme combustible au sein de l'établissement; l) des torchères ou tout autre système offrant des garanties équivalentes quant à la destruction du biogaz; m) des infrastructures de stockage des biomatières refusées; n) des installations de valorisation du biogaz produit au sein de l'installation de biométhanisation ayant pour objet de satisfaire aux besoins internes de l'établissement. Capacité de traitement : la capacité, en tonnes, de traitement de biomatières dans le ou les digesteurs de l'installation de biométhanisation.						
90.23.15.01. lorsque la capacité de traitement est inférieure ou égale à 500 tonnes par jour	2		DPS, DPD, DEBD, DRIGM, AWAC			
90.23.15.02. lorsque la capacité de traitement est supérieure à 500 tonnes par jour	1	X	DPS, DPD, DEBD, DRIGM, AWAC			

Art. 3. Les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Art. 4. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203388]

24. APRIL 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere des Artikels 3, Absatz 4, des Artikels 21, Absatz 3 und des Artikels 87, Absatz 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des am 12. August 2013 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 53.778/2;

In der Erwägung, dass die Verknappung der fossilen Ressourcen (Erdöl, Gas, Kohle...), das Bestreben, die Abhängigkeit von Energieeinfuhren zu verringern, und die Bekämpfung der Treibhausgasemissionen voraussetzen, dass verstärkt auf erneuerbare Energiequellen zurückgegriffen werden muss;

In der Erwägung, dass die Biogasgewinnung ebenfalls zur Diversifizierung im landwirtschaftlichen Sektor beiträgt;

In der Erwägung, dass sich die Biogasgewinnung ebenfalls im Sektor der Lebensmittelindustrie entwickelt;

In Erwägung, dass in der Richtlinie 2009/28/EG zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen die nationalen Zielsetzungen festgelegt werden, was den Anteil der aus erneuerbaren Energiequellen erzeugten Energie im Bruttoendenergieverbrauch betrifft; Belgien muss bis im Jahr 2020 für den Bruttoendenergieverbrauch einen Anteil von 13 % aus erneuerbaren Energiequellen erreichen; dass die Wallonische Regierung sich in ihrer regionalpolitischen Erklärung außerdem verpflichtet hat, bis im Jahr 2020 20 % anzustreben;

In der Erwägung, dass in der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten gegenwärtig nur diejenigen Biogasgewinnungsanlagen angeführt werden, die nicht gefährliche oder gefährliche Abfälle oder tierische Nebenprodukte aufnehmen; dass die Rubriken Folgendes vorsehen:

"90.23.15.01: Biogasgewinnungsanlage zur Behandlung der tierischen Nebenprodukte im Sinne des Artikels 2 der Verordnung (EG) Nr. 1774/2002 (...), wenn die Verarbeitungskapazität höchstens 100 T/Tag - Klasse 2, mehr als 100 T/Tag - Klasse 1 beträgt

90.23.15.02 Biogasgewinnungsanlage zur Behandlung von anderen Abfällen als den tierischen Nebenprodukten, insbesondere von Abfällen pflanzlichen Ursprungs und Klärschlamm..., wenn die Verarbeitungskapazität höchstens 500 T/Tag - Klasse 2, mehr als 500 T/Tag - Klasse 1 beträgt";

In der Erwägung, dass eine Biogasgewinnungsanlage, die mehr als 500 Tonnen/Tag Energiepflanzen, die zu diesem Zweck erzeugt werden, behandelt, wie beispielsweise Mais, nicht eingestuft ist und demnach nicht einer Umweltgenehmigung unterliegt, obwohl sie unter die Klasse 1 fallen würde und einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehen wäre, wenn die Anlage durch 500 Tonnen/Tag von Ernterückständen von als Abfall angesehenem Mais besickt würde;

In der Erwägung, dass die Auswirkungen auf die Umwelt der Biogasgewinnungsanlagen, die mehr als 500 Tonnen pro Tag von Abfällen oder Nichtabfällen behandeln, in Sachen Verkehr, Lärm, Staub, Mengen von erzeugten Gärrückständen, Belästigungen in Verbindung mit der Lagerung der Eingangsstoffe und Gärrückstände, der Biogaswirtschaft, der eventuellen Behandlung der Gärrückstände, usw., ähnlich bleiben, was auch der Status (Abfall oder Nichtabfall) der zur Gasgewinnung bestimmten Biostoffe sein mag;

In der Erwägung, dass es demnach angebracht ist, alle Biogasgewinnungsanlagen in einen angemessenen Rahmen zu fügen, ob diese durch Abfälle besickt werden oder nicht;

In der Erwägung, dass im Hinblick auf die Gasgewinnungsprojekte, die keine Abfälle, sondern zum Beispiel Produkte aus Energiepflanzen behandeln, demnach vorgeschlagen wird, in die Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten folgende Rubrik einzufügen:

"40.4: Erzeugung und Verteilung von Strom, Gas, Dampf und Warmwasser aus Biostoffen, die keinen Abfall darstellen;

40.40. Erzeugung von Strom, Gas, Dampf und Warmwasser aus Biostoffen, die keinen Abfall darstellen";

In der Erwägung außerdem, dass, wenn die Biogasgewinnungseinheit dazu bestimmt ist, tierische Nebenprodukte oder Abfälle zu empfangen, das Projekt gegenwärtig durch Folgendes betroffen ist:

"90.23.15.01: Biogasgewinnungsanlage zur Behandlung der tierischen Nebenprodukte im Sinne des Artikels 2 der Verordnung (EG) Nr. 1774/2002 (...), wenn die Verarbeitungskapazität höchstens 100 T/Tag - Klasse 2, mehr als 100 T/Tag - Klasse 1 beträgt

90.23.15.02/90.23.15.02: Biogasgewinnungsanlage zur Behandlung von anderen Abfällen als den tierischen Nebenprodukten, insbesondere von Abfällen pflanzlichen Ursprungs und Klärschlamm..., wenn die wenn die Verarbeitungskapazität höchstens 500 T/Tag - Klasse 2, mehr als 500 T/Tag - Klasse 1 beträgt";

In der Erwägung, dass festgestellt wird, dass die Biogasgewinnungsanlagen, je nachdem sie nicht gefährliche Abfälle oder tierische Nebenprodukte im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 1069/2009 des Europäischen Parlamentes und des Rates mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1774/2002 empfangen, anders eingestuft werden; dass diese Verordnung (EG) Nr. 1069/2009 Hygienevorschriften und gesundheitspolizeiliche Vorschriften festlegt, die auf Folgendes anwendbar sind:

- die Sammlung, Beförderung, Zwischenlagerung, Handhabung, Verarbeitung und Benutzung oder Beseitigung der tierischen Nebenprodukte;

- die Inverkehrbringung und in manchen spezifischen Fällen, die Ausfuhr und den Transit von tierischen Nebenprodukten;

In der Erwägung, dass einerseits das grundlegende Ziel der Hygienegesetzgebungen in der Verhütung der Gefahren besteht, die manche organische Produkte für die Gesundheit von Mensch und Tier darstellen können, und dass andererseits das grundlegende Ziel der Umweltgesetzgebung darauf ausgerichtet ist, unter dem Gesichtspunkt eines integrierten Konzepts zur Verhütung und Verringerung der Verschmutzung den Schutz der Menschen oder der Umwelt gegen Gefahren, Belastungen oder Nachteile, die ein Betrieb mittelbar oder unmittelbar, während oder nach der Betriebstätigkeit verursachen kann, zu gewährleisten; dass demnach die Hauptziele dieser jeweiligen gesetzlichen Instrumente als sich gegenseitig ergänzend und nicht als sich gegenseitig ersetzend zu betrachten sind;

In der Erwägung demnach, dass angesichts der Umwelterwägungen kein Anlass besteht, einen Unterschied zu machen, wenn die zur Biogasgewinnung bestimmten Abfälle tierische Nebenprodukte im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 1069/2009 des Europäischen Parlamentes und des Rates mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte und zur Durchführung der Richtlinie 97/78/EG des Rates hinsichtlich bestimmter gemäß der genannten Richtlinie von Veterinärkontrollen an der Grenze befreiter Proben und Waren sind oder enthalten;

In der Erwägung, dass demnach vorgeschlagen wird, in derselben Rubrik die Biogasgewinnungsanlagen, die tierische Nebenprodukte im Sinne von Artikel 3 der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 1069/2009 behandeln, und diejenigen, die andere Abfälle als tierische Nebenprodukte empfangen, anzugeben, sowie die obere Schwelle der Klasse 2 auf einer Behandlungskapazität von 500 Tonnen/Tag beizubehalten;

In der Erwägung, dass dieser Vorschlag keine Verringerung des Umweltschutzes nach sich zieht; dass gemäß den Bestimmungen der Verordnung der Betreiber einer Einheit "zur Erzeugung von Biogas", die tierische Nebenprodukte behandelt, eine Zulassung erhalten muss;

In der Erwägung, dass eine derartige Zulassung nur ausgestellt werden kann, wenn die Anlage über eine ordnungsgemäße Genehmigung verfügt, wenn sie betriebsbereit ist (Normalbetrieb) und wenn sie die in der Verordnung (EU) 142/2011 der Kommission vom 25. Februar 2011 zur Durchführung der Verordnung EG 1069/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte sowie zur Durchführung der Richtlinie 97/78/EG des Rates hinsichtlich bestimmter gemäß der genannten Richtlinie von Veterinärkontrollen an der Grenze befreiter Proben und Waren angeführten Bedingungen erfüllt;

In der Erwägung, dass diese Bedingungen zum Erhalt der Zulassung die Art und Ausstattung der Anlagen betreffen; dass diese Anlagen außerdem Methoden zur Überwachung und Kontrolle der kritischen Punkte einsetzen; dass die Zulassung im Falle einer Nichteinhaltung der Bedingungen für ihren Erhalt unverzüglich entzogen wird;

In der Erwägung außerdem, dass die Biogasgewinnung ermöglicht, den Gehalt an flüchtigen Fettsäuren, die hauptsächlich für die unangenehmen Gerüche der organischen Stoffe verantwortlich sind, stark herabzusetzen;

In der Erwägung, dass vorgeschlagen wird, die auf der Grundlage einer Behandlungskapazität in Tonnen pro Tag ausgedrückte Schwelle beizubehalten, wie dies gegenwärtig der Fall für die Rubrik 90.23.15. ist, und eine höhere Schwelle der Klasse 2 für die neue Rubrik zu erstellen, deren Niveau demjenigen entspricht, das für die Biogasgewinnungsanlagen zur Behandlung von Abfällen in Betracht gezogen wird, das heißt 500 T/Tag;

In der Erwägung, dass die Biogasgewinnungsanlagen einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen werden müssen, wenn ihre Ausmaße derart sind, dass die sowohl für die Eingangsstoffe, als auch für die Ausgangsstoffe erforderlichen Behandlungs- und Lagerungskapazitäten bedeutende Auswirkungen haben können, insbesondere auf die Landschaft, die Lebensqualität der Bürger, den Verkehr und die Umwelt;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten wird eine Rubrik 40.4. mit folgendem Wortlaut eingefügt:

Nummer - Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
40.4: ERZEUGUNG UND VERTEILUNG VON STROM, GAS, DAMPF UND WARMWASSER AUS BIOMATERIAL, DAS KEINEN ABFALL DARSTELLT;						
40.40. Erzeugung von Strom, Gas, Dampf und Warmwasser aus Biostoffen, die keinen Abfall darstellen						
40.40.10. Biogasgewinnungsanlage zwecks der Erzeugung von Strom, Gas, Dampf und Warmwasser aus Biostoffen, die keinen Abfall darstellen Biostoff: jeder durch einen aeroben oder anaeroben Prozess zersetzbarer Gegenstand oder Stoff. Biogasgewinnung: Prozess der anaeroben biologischen Verarbeitung von Biostoffen unter kontrollierten Bedingungen, der zur Erzeugung von Biogas und Gärresten führt. Biogasgewinnungsanlage: technische Einheit, die für die Behandlung von Biostoffen durch Biogasgewinnung bestimmt ist, die Folgendes umfassen kann: a) Parkflächen für die Fahrzeuge, die auf ihre Umfüllung oder Entladung warten; b) Flächen zum Empfang der eingegangenen Biostoffe; c) Infrastrukturen zur Lagerung der eingegangenen Biostoffe; d) die Anlage, die für die Vorbereitung der Mischung von Biostoffen gegebenenfalls mit Zusatzstoffen, die in die Faulbehälter eingespeist wird, bestimmt ist; e) die Systeme zur Beschickung der Faulbehälter mit Biostoffen; f) Faulbehälter; g) Nachgärer; h) Infrastrukturen zur Lagerung der Gärresten; i) Infrastrukturen zur Nachbehandlung der Gärresten; j) Infrastrukturen zur Lagerung von Biogas; k) Systeme zur Aufbereitung von Biogas für dessen Benutzung als Brennstoff innerhalb des Betriebs; l) Fackeln oder jegliches andere System, das gleichwertige Garantien bietet, was die Zerstörung des Biogases betrifft; m) Infrastrukturen zur Lagerung der abgelehnten Biostoffe; n) Anlagen zur Verwertung des innerhalb der Biogasgewinnungsanlage erzeugten Biogases, die dazu bestimmt sind, den internen Bedarf des Betriebs zu decken. Behandlungskapazität: die Kapazität in Tonnen zur Behandlung von Biostoffen in dem(denen) Faulbehälter(n) der Biogasgewinnungsanlage.						
40.40.10.01. wenn die Behandlungskapazität höchstens 15 Tonnen pro Tag beträgt	3					

40.40.10.02. wenn die Behandlungskapazität mehr als 15 Tonnen und höchstens 500 Tonnen pro Tag beträgt	2		DEBD, DPD, DPS, DRIGM, AWAC			
40.40.10.03. wenn die Behandlungskapazität 500 Tonnen pro Tag überschreitet	1	X	DEBD, DPD, DPS, DRIGM, AWAC			

Art. 2 - Die Rubrik 90.23.15. der Anlage I zum demselben Erlass wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

Nummer - Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
<p>90.23.15. Anlage zur Biogasgewinnung aus Biostoffen, die einen Abfall bilden Biostoff: jeder durch einen aeroben oder anaeroben Prozess zersetzbarer Gegenstand oder Stoff. Biogasgewinnung: Prozess der anaeroben biologischen Verarbeitung von Biostoffen unter kontrollierten Bedingungen, der zur Erzeugung von Biogas und Gärresten führt. Biogasgewinnungsanlage: technische Einheit, die für die Behandlung von Biostoffen durch Biogasgewinnung bestimmt ist, die Folgendes umfassen kann: a) Parkflächen für die Fahrzeuge, die auf ihre Umfüllung oder Entladung warten; b) Flächen zum Empfang der eingegangenen Biostoffe; c) Infrastrukturen zur Lagerung der eingegangenen Biostoffe; d) die Anlage, die für die Vorbereitung der Mischung von Biostoffen gegebenenfalls mit Zusatzstoffen, die in die Faulbehälter eingespeist wird, bestimmt ist; e) die Systeme zur Beschickung der Faulbehälter mit Biostoffen; f) Faulbehälter; g) Nachgärer; h) Infrastrukturen zur Lagerung der Gärreste; i) Infrastrukturen zur Nachbehandlung der Gärreste; j) Infrastrukturen zur Lagerung von Biogas; k) Systeme zur Aufbereitung von Biogas für dessen Benutzung als Brennstoff innerhalb des Betriebs; l) Fackeln oder jegliches andere System, das gleichwertige Garantien bietet, was die Zerstörung des Biogases betrifft; m) Infrastrukturen zur Lagerung der abgelehnten Biostoffe; n) Anlagen zur Verwertung des innerhalb der Biogasgewinnungsanlage erzeugten Biogases, die dazu bestimmt sind, den internen Bedarf des Betriebs zu decken. Behandlungskapazität: die Kapazität in Tonnen zur Behandlung von Biostoffen in dem(den) Faulbehälter(n) der Biogasgewinnungsanlage.</p>						
90.23.15.01. wenn die Behandlungskapazität höchstens 500 Tonnen pro Tag beträgt	2		DPS, DPD, DEBD, DRIGM, AWAC			
90.23.15.02. wenn die Behandlungskapazität 500 Tonnen pro Tag überschreitet	1	X	DPS, DPD, DEBD, DRIGM, AWAC			

Art. 3 - Die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereichten Genehmigungsanträge sowie die diesbetreffenden Verwaltungsbeschwerden werden gemäß den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln bearbeitet.

Art. 4 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. April 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203388]

24 APRIL 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 3, vierde lid, 21, derde lid en 87, derde lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het advies nr. 53.778/2 van de Raad van State, gegeven op 12 augustus 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het zeldzamer van de fossiele hulpbronnen (aardolie, gas, koolstof...), het streven naar een geringere energetische afhankelijkheid en de bestrijding van de broeikasgasemissies een hoger beroep op hernieuwbare energiebronnen als gevolg hebben;

Overwegende dat de biomethanisering ook een diversificatiebron is voor de landbouwsector;

Overwegende dat de biomethanisering zich ook in de agro-voedingsmiddelensector ontwikkelt;

Ov Overwegende dat Richtlijn 2009/28/CE ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen de nationale doestellingen bepaalt wat betreft het aandeel energie uit hernieuwbare bronnen in het bruto-eindverbruik van energie; België moet in 2020 13 % voor het aandeel energie uit hernieuwbare bronnen in het bruto-eindverbruik halen; dat de Waalse Regering zich er bovendien via haar Gewestelijke beleidsverklaring toe heeft verbonden om tegen 2020 20 % te halen;

Overwegende dat alleen de biomethaniseringsinstallaties die niet-gevaarlijke, gevaarlijke afvalstoffen of dierlijke bijproducten ontvangen tegenwoordig vermeld worden in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten; dat de rubrieken in wat volgt voorzien :

"90.23.15.01 : Biomethaniseringsinstallatie die dierlijke bijproducten behandelen in de zin van artikel 2 van Verordening (EG) nr. 1774/2002(...)... wanneer de behandelingscapaciteit kleiner dan of gelijk is aan 100 t/dag - klasse 2, of hoger dan 100 t/dag - klasse 1

90.23.15.02 : Biomethaniseringsinstallatie die andere afvalstoffen dan de dierlijke bijproducten, met name afvalstoffen van plantaardige oorsprong en slib uit zuiveringsstations... behandelen, wanneer de behandelingscapaciteit kleiner dan of gelijk is aan 500 t/dag - klasse 2, of hoger dan 500 t/dag - klasse 1";

Overwegende dat een biomethaniseringsinstallatie die meer dan 500 t/dag energieteelten die daartoe worden geproduceerd, zoals bij voorbeeld maïs, behandelt, niet ingedeeld is en dus geen milieuvergunning nodig heeft terwijl ze in klasse 1 opgenomen zou worden en aan een milieueffectonderzoek zou worden onderworpen indien de installatie met 500 t/dag afvalstoffen van maïsteelten bevoorrad was;

Overwegende dat de gevolgen op het leefmilieu van de biomethaniseringsinstallaties die meer dan 500 t/dag afvalstoffen of niet-afvalstoffen behandelen, in termen van verkeer, geluidshinder, stoffen, hoeveelheden geproduceerd digestaat, hinder gebonden aan de opslag van uitgangsmateriaal en van het digestaat, het beheer van biogas, aan de eventuele behandeling van het digestaat, enz... gelijksoortig zijn ongeacht het statuut (afvalstof of niet-afvalstof) van de biomaterie bestemd voor biomethanisering;

Overwegende dat alle biomethaniseringsinstallaties ongeacht of ze met afvalstoffen bevoorrad zijn dus op aangepaste wijze moeten worden geregeld;

Overwegende dat er, om de biomethaniseringprojecten te beogen die geen afvalstoffen, zoals het product van energieteelten, behandelen, dus voorgesteld wordt om de volgende rubriek in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten in te voegen :

"40.4 : Productie en distributie van elektriciteit, gas, stoom en warm water vanaf biomaterie die geen afvalstof vormt;

40.40. Productie van elektriciteit, gas, stoom en warm water vanaf biomaterie die geen afvalstof vormt";

Overwegende overigens dat wanneer de biomethaniseringseenheid bestemd is voor de behandeling van dierlijke bijproducten of afvalstoffen, het project heden beoogd is in de volgende rubrieken :

"90.23.15.01: biomethaniseringsinstallatie die dierlijke bijproducten behandelt in de zin van artikel 2 van Verordening (EG) nr. 1774/2002(...)... wanneer de behandelingscapaciteit kleiner dan of gelijk is aan 100 t/dag - klasse 2, of hoger dan 100 t/dag - klasse 1

90.23.15.02: biomethaniseringsinstallatie die andere afvalstoffen dan de dierlijke bijproducten met name afvalstoffen van plantaardige oorsprong en slib uit zuiveringsstations... behandelen, wanneer de behandelingscapaciteit kleiner dan of gelijk is aan 500 t/dag - klasse 2, of hoger dan 500 t/dag - klasse 1";

Overwegende dat er wordt vastgesteld dat de biomethaniseringsinstallaties op verschillende wijze ingedeeld worden al naar gelang ze niet-gevaarlijke afvalstoffen of dierlijke bijproducten ontvangen, zoals bedoeld in Verordening (EG) nr. 1069/2009 van het Europees Parlement en van de Raad tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten en afgeleide producten en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1774/2002; dat die Verordening (EG) nr. 1069/2009 de gezondheidsvoorschriften en de veterinairerechtelijke voorschriften bepaalt die van toepassing zijn op :

- de verzameling, het vervoer, de opslag, de hantering, de verwerking en het gebruik of de verwijdering van de dierlijke bijproducten;

- het op de markt brengen en, in sommige specifieke gevallen, de uitvoer en de doorvoer van dierlijke bijproducten en van hun afgeleide producten;

Overwegende dat de gezondheidswetgevingen enerzijds als hoofddoel hebben de risico's van sommige biologische producten voor de volkgezondheid en voor de diergezondheid te voorkomen; dat de milieuwetgeving er anderzijds hoofdzakelijk toe strekt mens of leefmilieu in een optiek van geïntegreerde aanpak van preventie en vermindering van de milieuverontreiniging te beschermen tegen de gevaren, de hinder of de nadelen die een inrichting rechtstreeks of onrechtstreeks kan veroorzaken tijdens of na de uitbating; dat de hoofdzakelijke doelstellingen van die respectievelijke wetgevende instrumenten bijgevolg als bijkomend en niet als onderling vervangbaar moeten worden beschouwd;

Overwegende dat er ten opzichte van de milieuoverwegingen dan ook geen reden is om een onderscheiding te maken wanneer de afvalstoffen bestemd voor de biomethanisering dierlijke bijproducten omvatten of zijn in de zin van verordening (EG) nr. 1069/2009 van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten en afgeleide producten en tot uitvoering van Richtlijn 97/78/EG van de Raad wat betreft bepaalde monsters en producten die vrijgesteld zijn van veterinaire controles aan de grens krachtens die richtlijn;

Overwegende dat er dan ook voorgesteld wordt om de biomethaniseringsinstallaties die dierlijke bijproducten behandelen in de zin van artikel 3 van bovenvermelde Verordening (EG) nr.1069/2009 en de installaties die andere afvalstoffen dan de dierlijke bijproducten ontvangen, in dezelfde rubriek op te nemen, alsook de hogere drempel van klasse 2 op een behandelingscapaciteit van 500 t/dag te handhaven;

Overwegende dit voorstel geen vermindering van de bescherming van het leefmilieu als gevolg heeft; dat overeenkomstig Verordening (EG) nr.1069/2009 de exploitant van een eenheid voor de productie van biogas die dierlijke bijproducten behandelt, een erkenning moet krijgen;

Overwegende dat een dergelijke erkenning alleen toegekend zou kunnen worden indien de installatie een volwaardige erkenning heeft, indien ze operationeel is (doorlopende werking) en indien ze voldoet aan de voorwaarden vermeld in Verordening (EU) 142/2011 van de Commissie van 25 februari 2011 tot uitvoering van Verordening (EG) nr. 1069/2009 van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten en afgeleide producten en tot uitvoering van Richtlijn 97/78/EG van de Raad wat betreft bepaalde monsters en producten die vrijgesteld zijn van veterinaire controles aan de grens krachtens die richtlijn;

Overwegende dat die voorwaarden m.b.t. de toekenning van de erkenning de aard en de uitrusting van de fabrieken betreffen; dat die fabrieken bovendien toezicht- en controlemethoden voor de kritische punten uitvoeren; dat de erkenning onmiddellijk ingetrokken worden als de voorwaarden m.b.t. het verkrijgen ervan niet nageleefd worden;

Overwegende dat het gehalte aan vluchtige vetzuren, die hoofdzakelijk verantwoordelijk zijn voor de onaangename geuren van de organische stoffen, overigens dankzij de biomethanisering aanzienlijk verminderd kan worden;

Overwegende dat er voorgesteld wordt om de drempel uitgedrukt op basis van een behandelingscapaciteit in ton/dag, zoals het heden het geval is voor rubriek 90.23.15. te handhaven en een hogere drempel van klasse 2 te bepalen voor de nieuwe rubriek met een gelijkwaardig niveau als het niveau dat in aanmerking is genomen voor de biomethaniseringsinstallaties die afvalstoffen behandelen, namelijk 500t/dag;

Overwegende dat de biomethaniseringsinstallaties onderworpen moeten worden aan een milieueffectonderzoek wanneer hun afmetingen zo belangrijk zijn dat de behandelingscapaciteiten en de nodige opslagcapaciteiten zowel voor het uitgangsmateriaal als voor het eindmateriaal van dien aard zijn dat ze een aanzienlijke impact hebben met name op het landschap, de leefkwaliteit van de burgers, het verkeer en het leefmilieu;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten wordt een rubriek 40.4. ingevoegd, luidend als volgt :

Nummer - Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raad-plegen organen	DEELFACTOREN		
				WG	LWG	BR
40.4 PRODUCTIE EN DISTRIBUTIE VAN ELEKTRICITEIT, GAS, STOOM EN WARM WATER VANAF BIOMATERIE DIE GEEN AFVALSTOF VORMT						
40.40. Productie van elektriciteit, gas, stoom en warm water vanaf biomaterie die geen afvalstof vormt						
40.40.10. Biomethaniseringsinstallatie voor de productie van elektriciteit, gas, stoom en warm water vanaf biomaterie die geen afvalstof vormt Biomaterie : elk voorwerp of materie die aëroob of anaëroob afbreekbaar is. Biomethanisering: biologische anaërobe verwerking van biomaterie onder gecontroleerde voorwaarden, die leidt tot de productie van biogas en digestaat. Biomethaniseringsinstallatie: technische eenheid voor de behandeling van biomaterie via de biomethanisering die de volgende elementen kan omvatten: a) parkeerruimten aangelegd voor de voertuigen die op lossing of aflading wachten; b) vangoppervlakten van de aangevoerde biomaterie; c) opslaginfrastructuren van de aangevoerde biomaterie; d) de installatie bestemd voor de voorbereiding van het mengsel van biomaterie met in voorkomend geval additieven die in de gistingstanks zullen worden ingespoten; e) systemen voor de bevoorrading van de gistingstanks met biomaterie; f) gistingstanks; g) nagistingstanks; h) infrastructuur voor de opslag van het digestaat; i) infrastructuur voor de nabehandeling van het digestaat; j) infrastructuur voor de opslag van biogas; k) zuiveringssystemen voor biogas voor het gebruik ervan als brandstof binnen de inrichting; l) fakkels of elk ander systeem met gelijkwaardige garanties in termen van de vernietiging van biogas; m) opslaginfrastructuur voor de verworpen biomaterie; n) installaties voor de valorisatie van biogas geproduceerd binnen de biomethaniseringsinstallatie die wil inspelen op de interne behoeften van de inrichting Behandelingscapaciteit: de behandelingscapaciteit in ton van biomaterie in de gistingstank(s) van de biomethaniseringsinstallatie.						

40.40.10.01. als de behandelingscapaciteit kleiner is dan of gelijk is aan 15t/dag	3					
40.40.10.02. wanneer de behandelingscapaciteit hoger is dan 15t/dag en kleiner dan of gelijk aan 500 t/dag	2		DEBD, DPD, DPS, DRIGM, AWAC			
40.40.10.03. wanneer de behandelingscapaciteit hoger is dan 500t/dag	1	X	DEBD, DPD, DPS, DRIGM, AWAC			

Art. 2. Rubriek 90.23.15. van bijlage I bij hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

Nummér - Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raad- plegen organen	DEELFACTOREN		
				WG	LWG	BR
90.23.15. Biomethaniseringsinstallatie voor biomaterie die een afvalstof vormt Biomaterie : elk voorwerp of materie die aëroob of anaëroob afbreekbaar is. Biomethanisering: biologische anaërobe verwerking van biomaterie onder gecontroleerde voorwaarden, die leidt tot de productie van biogas en digestaat. Biomethaniseringsinstallatie: technische eenheid voor de behandeling van biomaterie via de biomethanisering die de volgende elementen kan omvatten: a) parkeerterreinen aangelegd voor de voertuigen die op lossing of aflading wachten; b) vangoppervlakten van de aangevoerde biomaterie; c) opslaginfrastructuren van aangevoerde biomaterie; d) de installatie bestemd voor de voorbereiding van het mengsel van biomaterie met in voorkomend geval additieven die in de gistingstanken zullen worden ingespoten; e) systemen voor de bevoorrading van de gistingstanks met biomaterie; f) gistingstanks; g) nagistingstanks; h) infrastructuur voor de opslag van het digestaat; i) infrastructuur voor de nabehandeling van het digestaat; j) infrastructuur voor de opslag van biogas; k) zuiveringssystemen voor biogas voor het gebruik ervan als brandstof binnen de inrichting; l) fakkels of elk ander systeem met gelijkwaardige garanties in termen van de vernietiging van biogas; m) opslaginfrastructuur voor de verworpen biomaterie; n) Installaties voor de valorisatie van biogas geproduceerd binnen de biomethaniseringsinstallatie die wil inspelen op de interne behoeften van de inrichting Behandelingscapaciteit: de behandelingscapaciteit in ton van biomaterie in de gistingstank(s) van de biomethaniseringsinstallatie.						
90.23.15.01. als de behandelingscapaciteit kleiner is dan of gelijk is aan 500t/dag	2		DPS, DPD, DEBD, DRIGM, AWAC			
90.23.15.02. wanneer de behandelingscapaciteit hoger is dan 500t/dag	1	X	DPS, DPD, DEBD, DRIGM, AWAC			

Art. 3. De vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediende vergunningsaanvragen alsmede de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY